

Le docteur Mukwege plaide pour une « transition citoyenne »

RD CONGO Le médecin chef de Panzi était à Bruxelles pour interpeller l'UE et la diaspora

Notre peuple vit en étranger sur le sol de ses ancêtres... Le verdict proféré par le docteur Mukwege est sans appel et les deux professeurs d'université qui l'accompagnent, le constitutionnaliste Gabriel Maindo et le politologue André Mbata, ajoutent : « Seules des élections libres, transparentes et réellement démocratiques pourront mettre fin à la crise politique que traverse notre pays, une crise qui est avant tout de légitimité. » Ces trois intellectuels congolais, qui se sont déjà réunis avec leurs collègues professeurs d'université à Bukavu, Kisangani et Lubumbashi se sont cette fois exprimés à Bruxelles, dans l'intention de toucher à la fois l'Union européenne et son Conseil général qui va débattre cette semaine de la situation en RDC et leurs compatriotes de la diaspora, plus organisés en Belgique que partout ailleurs.

Les trois intervenants, s'exprimant à la tribune du Press Club, ont identifié ce qu'ils appellent le « triangle du glissement », c'est-à-dire les trois institutions qui, à leurs yeux, mettent tout en

œuvre pour que Kabila puisse rester au pouvoir (alors que son mandat a expiré depuis décembre 2016...) : la présidence de la République, une Cour constitutionnelle « aux ordres » et la Ceni (Commission électorale nationale indépendante) qui serait inféodée à la majorité présidentielle - « son président Corneille Nangaa assiste même aux réunions de la majorité présidentielle... »

« Le Congo se meurt »

Le bilan humanitaire, tiré par le docteur Mukwege, est désastreux : « Le Congo est en déliquescence, il se meurt... Alors que les enfants du Kasai sont en train de mourir, que 13 millions de Congolais dépendent de l'aide humanitaire dont 7 millions vivent dans une insécurité alimentaire grave, on se moque de la population et ce gouvernement qui a déjà spolié le peuple est incapable d'agir... »

Désavouant totalement le pouvoir en place, qu'ils estiment incapable d'organiser des élections libres et démocratiques, les trois hommes jugent que la seule so-

lution réside dans une « transition citoyenne », c'est-à-dire la mise en place d'une équipe provisoire qui serait chargée de remettre le Congo sur la voie d'un scrutin qui mettrait fin à la crise de légitimité. Les membres de cette équipe de transition devraient être des hommes qui n'auraient pas d'autre ambition que remettre leur pays sur le chemin des élections avant de s'éclipser.

« La pièce manquante »

Reste à savoir où trouver « la pièce manquante du puzzle », c'est-à-dire la manière d'obtenir cette transition citoyenne. Sur ce point, les intellectuels restent discrets, se bornant à rappeler que l'article 64 de la Constitution autorise tout citoyen à utiliser tous les moyens à sa disposition pour faire respecter la loi fondamentale si elle vient à être violée. Volontiers emphatiques ils assurent que « mourir pour mourir, autant que ce soit pour une bonne cause » et rappellent le sens des deux premiers mots de l'hymne national *Debout Congolais*.

De même, ils passent sous silence l'attitude des pays de la région qui tirent tous profit de la faiblesse du Congo tout en s'inquiétant des conséquences d'éventuels débordements. Tout au plus le docteur Mukwege rappelle-t-il que, face à tous les besoins de l'Occident, voire des progrès de la technologie, « le Congo a toujours répondu présent : il a fourni successivement le caoutchouc, le cuivre, l'uranium, le coltan (colombo tantalite) et aujourd'hui le cobalt dont

il possède 80 % des réserves mondiales ».

S'il ne se prononce pas sur ses ambitions personnelles, les conclusions du médecin chef de Panzi sont plus politiques que jamais : « Les élections prévues pour cette année ne vont rien résoudre ; il faut une rupture véritable, suivie d'une transition citoyenne. Pour cela, nous avons besoin de tous : cela prendra du temps, mais le peuple vaincra... » ■

COLETTE BRAECKMAN